

<https://ricochets.cc/Meme-l-association-non-violente-Alternatiba-est-accusee-de-separatisme-par-un-prefet-Dissolution-en-vue-d-Alternatiba.html>



Même l'association non-violente Alternatiba est accusée de séparatisme par un préfet ! Dissolution en vue ?

- Les Articles -

Publication date: mardi 20 septembre 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Dans la série « application liberticide de loi liberticide » que les régimes autoritaires nous envient : application de la loi « séparatisme » pour dissoudre Alternatiba.

A ce stade, le gouvernement et ses sbires extrême droitisés vont bientôt accuser de séparatisme les français qui apprécient le houmos, le borscht, la moussaka ou le couscous !

Malheureusement le ridicule stratosphérique ne tue pas, lol

Si j'entends encore quelqu'un dire « notre démocratie » à propos de la France je « sors mon revolver » ! lol



Même l'association non-violente Alternatiba est accusée de séparatisme par un préfet ! Bientôt les adeptes des tortillas seront classés eux-aussi séparatistes et expulsés ?

<L'ASSOCIATION NON-VIOLENTE ALTERNATIBA ACCUSÉE DE SÉPARATISME

- Le préfet de Poitiers veut punir l'association

En 2021, le gouvernement Macron faisait voter une énième loi liberticide : la loi dite « séparatisme ». Elle élargissait massivement pour les autorités la possibilité de dissoudre des associations dites « séparatistes », et donnait de nouveaux moyens de répression à la police et à la justice.

On vous conseille de porter un béret, manger des jambons-beurre, chanter la Marseillaise tous les matins et voter Macron

Qu'est ce que le « séparatisme » ? Personne ne le sait vraiment. La notion de « séparatisme » est généralement utilisée par des régimes autoritaires, pour désigner un ennemi intérieur. Le régime Chinois qualifie la minorité Oighoure de « séparatiste » pour justifier l'envoi en camp de travail de centaines de milliers de personnes. L'autocrate turc Erdogan désigne la minorité kurde comme « séparatiste ». Les indépendantistes algériens étaient qualifiés de « séparatistes » par l'armée française. Même dans Star Wars, les « séparatistes » sont les grands méchants. Et en France ? A entendre Gérald Darmanin, tous ceux qui ne sont pas « républicains » et pro-police sont « séparatistes ». Si vous voulez rester dans les clous, on vous conseille de porter un béret, manger des jambons-beurre, chanter la Marseillaise tous les matins et voter Macron.

Même l'association non-violente Alternatiba est accusée de séparatisme par un préfet ! Dissolution en vu

Avec le « séparatisme », tout va très vite. Le Comité Contre l'Islamophobie en France est dissout, puis la Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie, accusée « d'appel à la haine » dès 2021. Concrètement, le décret de dissolution explique qu'un représentant de cette association aurait « proféré des propos incitant les jeunes des quartiers populaires à se rebeller » lors d'une « manifestation visant à dénoncer la partialité des forces de l'ordre, présentées comme islamophobe ». **Dénoncer le racisme, l'islamophobie, appeler à la lutte justifie donc la dissolution administrative d'une association. Une attaque gravissime contre la liberté d'expression.**

Début 2022, c'est notre média, Nantes Révoltée, qui est visé par une procédure de dissolution car il s'en « prend aux forces de l'ordre » selon Gérald Darmanin. Puis ce sont deux associations de soutien à la Palestine, et le collectif antifasciste lyonnais GALE. Dans la foulée, le Ministère de l'Intérieur met en scène la traque de l'imam Iquioussen pendant tout l'été. Accusé d'antisémitisme et de sexisme, il est rangé lui aussi dans la case « séparatiste ». Que l'extrême droite se rassure, le sexisme et le racisme tant qu'ils restent bien franchouillards, eux, restent acceptés au sommet de l'Etat.

Autre effet de la loi dite « séparatisme », un « contrat d'engagement républicain » est imposé en toute discrétion en 2022. Désormais, toute association recevant des subventions doit formellement s'engager à « respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République » ou encore à « s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public. » Derrière ces mots, c'est la possibilité de neutraliser toute structure qui ne se soumet pas, ou qui émet un jugement critique à l'égard du pouvoir.

Résultat à Poitiers le samedi 17 et dimanche 18 septembre 2022, au Village des Alternatives, un festival « citoyen » voulait proposer « des solutions face aux enjeux sociaux et environnementaux ». **On fait difficilement plus gentil. Parmi les stands, une formation à la « désobéissance civile » de l'association non-violente Alternatiba se retrouve visée par le Préfet Jean-Marie Girier.**

Si même Alternatiba est « séparatiste », alors il faut interdire tous les collectifs anticapitalistes et écologistes du pays !

Il réclame la coupure des subventions à l'association. Ce représentant de l'État invoque très sérieusement le « contrat d'engagement républicain » et le « séparatisme » pour punir cette structure. Pourtant Alternatiba n'est pas vraiment ce qui se fait de plus radical. Association légale, écologiste bon teint, systématiquement du genre à appeler au calme en manif, à faire des sit-in et à dénoncer les manifestants dits « violents ». Par exemple, leur atelier préconise notamment de « toujours rester poli, calme et patient face aux uniformes ». **Si même Alternatiba est « séparatiste », alors il faut interdire tous les collectifs anticapitalistes et écologistes du pays !** (NOTE perso : c'est bien le but, ou en tout cas les inciter à l'auto-censure sur tout)

Vous pensiez vraiment qu'avec la « loi séparatisme », le pouvoir allait s'arrêter aux associations musulmanes ? Même une structure aussi inoffensive posant la non-violence comme principe d'action se retrouve en-dehors du champ républicain. Demain, c'est vous, nous, tout le monde.

(post de Contre Attaque)

- ▶ Plus d'infos : [Un préfet macroniste s'attaque à Alternatiba](#) - Un atelier de formation à la désobéissance civile d'Alternatiba Poitiers a déplu au préfet macroniste de la Vienne. Il exige de lui retirer certaines subventions au nom de la loi Séparatisme. M. Darmanin le soutient

- ▶ **Sinon, à part ça, la destruction du monde vivant et le dérèglement catastrophique du climat suit son**

court. Mais heureusement les macronistes sont là pour pourchasser le moindre groupe déviant aux normes kafkaïennes en vigueur.

Et puis ils ont des supers idées pour "nous sauver", comme : débrancher le wifi, faire des douches plus courtes, envoyer [moins de mails avec des pièces jointes](#)... (tout en imposant la 5G et la numérisation de tout à marche forcée, y compris la surveillance totale via leur monde technoplice).